

Bonjour à toutes et tous,

Je ne ferai pas aujourd'hui de grandes déclarations sur les crises sociale, politique, démocratique, écologique... que nous traversons dans notre pays mais chacun peut bien mesurer les impacts extrêmement négatifs que cela engendre sur l'ensemble de la population mais aussi d'une profession, la nôtre, confrontée par exemple à un recul de l'âge de départ en retraite sans prise en compte d'une usure professionnelle spécifique, à une absence de revalorisation mais à qui l'on dit que pour obtenir quelques indemnités il faudra travailler encore plus que les 43h hebdomadaires relevées par l'INSEE et relayées par la DEPP, à des réformes éducatives technocratiques et déconnectées des réels besoins des élèves, à l'absence significative de réponses sur le développement et la revalorisation de leur discipline, l'EPS et du sport scolaire...

A un peu plus d'un an de la tenue des Jeux Olympiques et Paralympiques de Paris, certains sujets risquent d'être rapidement explosifs si des réponses ne sont pas apportées... Je ne développerai pas aujourd'hui ces aspects majeurs d'un mal-être qui se renforce, j'y reviendrai à l'assemblée générale lors de laquelle nous aurons, peut être l'honneur et le privilège de voir une apparition de notre président, singulièrement absent pour quelqu'un qui se dit très attentif à la problématique de l'activité physique sportive et artistique des jeunes et à la lutte contre les inégalités...

Au prix d'un investissement considérable, le sport scolaire a atteint le million de licencié-es. Nous pouvons toutes et tous nous en féliciter mais derrière ce chiffre sur lequel nous communiquerons tous pour montrer la vitalité des AS et de l'UNSS, se cache une réalité bien peu reluisante.

Les difficultés internes et externes s'amoncellent. Les volontés, conscientes ou inconscientes, de transformer le sport scolaire pour le faire entrer dans une nouvelle ère, celle du neo management, de l'adaptabilité, de la résilience, de la disruption... de toutes ces notions vides de sens adaptés à nos modes de fonctionnement éducatif, percutent en profondeur le service public du sport scolaire. Par signaux faibles, tous nos collègues en prennent conscience et ne se reconnaissent pas dans ces manières de faire, ces manières d'être. Le sport scolaire est partie intégrante de leur engagement au service des élèves et de leurs pratiques, il est un construit professionnel et ne peut ni ne doit adopter un fonctionnement vertical fait d'injonctions, de prescriptions, de consignes à répétitions. Cette pente ne pourrait à terme que provoquer un repli sur les associations sportives d'établissement et une mort lente de la mission première de l'UNSS : l'organisation des rencontres, la valorisation de l'activité physique et sportive.

Le sport scolaire subit des modifications profondes en termes de pilotage budgétaire (externalisation de certaines missions, accord-cadre transport et crédits d'animation qu'il faut désormais quémander auprès de la Direction Nationale UNSS) qui ont des conséquences graves et immédiates sur les budgets locaux, sur les organisations UNSS, sur le travail des personnels de droit privé chargés de la comptabilité dont la participation aux organisations sportives deviendrait accessoire et sur les conditions de travail des cadres et coordonnateurs de district.

L'exemple des fédérations sportives n'est surtout pas à intégrer et copier dans le service public du sport scolaire. Chaque jour la presse se fait l'écho de leurs dysfonctionnements et d'un modèle à bout de souffle. Nous n'avons pas besoin de cela !

Le mal être de nombreux cadres qui, comme nous l'avons relaté dans nos colonnes, nous disent souffrir d'un manque de confiance à leur égard, d'un manque de dialogue, de communications faites

d'injonctions, d'une déposition de la maîtrise des budgets, de décisions locales de taux de remboursement aux AS contrariées par l'accord cadre transport, de conventions locales à soumettre systématiquement à la DN UNSS, etc. Tout cela impacte nécessairement l'ensemble de la structure jusqu'aux animateurs d'AS.

On y reviendra certainement, mais lors de son enquête de début mai, le SNEP-FSU relève que 28% des rencontres ont été annulées au niveau des districts et 20% au niveau départemental. À noter que c'est à ce niveau que les rencontres sont les plus nombreuses et qu'elles concernent la majeure partie des licenciés. Pour 75% des districts, les coûts de transports ont augmenté de 10% (qu'on pourrait imputer à l'inflation) à 750% !

Que d'argent dépensé pour une activité diminuée !

Tous les rapports généraux annuels de l'UNSS soulignent que les districts sont les pierres angulaires du sport scolaire. En mettant à mal les rencontres à ce niveau, c'est le sport scolaire qui risque de s'effondrer. L'UNSS doit être au service des élèves et favoriser leur pratique et non pas la contraindre !

Depuis plusieurs années nous militons pour un changement de modèle économique et sportif. Rien ou très peu a été fait ! De plus en plus, soi-disant en quête de nouvelles compétences plus fines, nous externalisons des prises en charge de dossiers comme si, à l'interne de notre ministère, les compétences n'existaient pas. Nous payons à prix d'or des prestataires, des sociétés de conseils, des personnels pour le résultat que nous avons aujourd'hui.

Nul besoin de rejeter la faute sur la gestion de l'UNSS des années antérieures, il suffit de regarder l'explosion de certains chapitres pour mesurer que quelque chose ne va pas !

Il n'est pas ici uniquement question de la structure mais aussi de son pilotage par un ministère de l'Éducation nationale qui prend insuffisamment la mesure des choses et qui prend des décisions à rebours des intérêts du sport scolaire. Pour illustrer, afin d'être compris, deux petits exemples : la non-augmentation de la subvention permettant le fonctionnement du sport scolaire, le déploiement coûteux pour un résultat quasiment nul des deux heures de sport au collège quand le sport scolaire peut l'organiser et que les subsides y seraient bien mieux utilisés !

Aujourd'hui, lors de ce CA, il est question des finances. Le SNEP-FSU réclame depuis de nombreux mois un éclaircissement sur le budget.

Nous vous remercions vraiment pour l'ensemble des documents qui nous sont parvenus. Cependant, une nouvelle fois, la compréhension de l'ensemble des écritures pour des « non spécialistes » reste un exercice bien compliqué. Il est bien difficile d'apprécier la politique sportive menée par notre association puisque nous disposons certes de numéros de lignes comptables mais les animations sportives ne sont pas rendues suffisamment visibles, d'où notre demande réitérée de présentation d'un budget sous forme analytique pour les prochains examens.

Enfin, au regard de l'augmentation du coût des transports, des hébergements, de l'énergie etc. il nous semble indispensable que le ministère de l'EN augmente sa subvention qui est restée la même depuis 2018 (3,8 M€ hors Gymnasiade) soit, hors heures dédiées à l'animation de l'AS et non de l'UNSS, moins de 4 € par élèves... Toute proportion gardée, mettons en regard les près de 3 milliards que coûterait un SNU généralisé pour 800 000 élèves afin de travailler sur l'engagement et les moins de 4 millions pour plus d'un million d'élèves... Les priorités ne sont pas, dans les faits, celles annoncées ! Nous osons demander son doublement.